

Les rapports enseignants-ministre s'engluent dans la crise

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4948 - Jeudi 5 décembre 2019 - Prix : 10 DA

Campagne électorale

Lutte contre la corruption et appels au vote massif



Eventuel empêchement des élections

Gaid Salah met en garde «la bande et ses relais»

L'esprit inhabituel de la conférence de Berlin

Par Mohamed Habili

En vue de la conférence de Berlin sur la Libye, les organisateurs, l'ONU bien sûr mais aussi le pays hôte, l'Allemagne, n'ont estimé devoir invité ni la Tunisie ni l'Algérie, qui pourtant ont exprimé leur envie d'y prendre part. N'ont été non plus invités ni les représentants de Tobrouk, ni le gouvernement d'union nationale de Fayaz al-Serraj. Ce qui de prime abord peut paraître encore plus étrange, mais qui en fait se comprend assez eu égard aux objectifs de cette conférence. Dans l'esprit de Ghassan Salamé, l'émissaire onusien pour la Libye et principal architecte de la conférence, il ne servirait en effet à rien de réunir les parties directes au conflit, puisque, ainsi que la preuve en a été déjà faite, elles ne peuvent rien décider par elles-mêmes. Leur trop grande dépendance par rapport à leurs appuis extérieurs les en empêcherait. Elles ne peuvent parvenir à un accord, et s'y tenir surtout, que si les Etats qui les soutiennent, et qui évidemment ne sont pas les mêmes, y consentent. Si malgré tout elles passent un accord, comme ce fut le cas à Sekhirat en décembre 2015, il faut encore qu'elles puissent le mettre en œuvre, ce qui à son tour ne dépend pas d'elles, ou à tout le moins pas uniquement d'elles. De là l'idée de Salamé de faire se rencontrer d'une part les grandes puissances, pour garantir l'accord pouvant voir le jour à cette occasion, et de l'autre les parties étrangères impliquées en Libye dans une guerre par procuration.

Suite en page 3

Procès de l'affaire de montage de véhicules

Ouyahia et Sellal tentent de se défendre



C'est à 10h12 minutes qu'a débuté, hier, en l'absence des avocats de la défense, le procès de Ahmed Ouyahia et de Abdelmalek Sellal, tous les deux anciens Premiers ministres ainsi que d'anciens responsables, ministres et hommes d'affaires, tous impliqués dans des affaires de corruption et de malversations, particulièrement dans celle du montage automobile en Algérie. Lire page 2

Energie

Sonatrach va exercer son droit de préemption sur les intérêts d'Anadarko en Algérie

Littérature/Édition

«Houfat âla jamr», nouveau roman de Ahmed Hammadi

Procès de l'affaire de montage de véhicules

Ouyahia et Sellal tentent de se défendre

■ C'est à 10h12 minutes qu'a débuté, hier, en l'absence des avocats de la défense, le procès de Ahmed Ouyahia et de Abdelmalek Sellal, tous les deux anciens Premiers ministres ainsi que d'anciens responsables, ministres et hommes d'affaires, tous impliqués dans des affaires de corruption et de malversations, particulièrement dans celle du montage automobile en Algérie.

Par Lynda Naili

A l'ouverture de cette audience publique, le juge a indiqué que «trois dossiers ont été fusionnés en un», tandis que le collectif de défense a estimé que «l'élément matériel pour le déroulement du procès n'est pas établi». Aussi, la première partie du procès a été consacrée aux interrogatoires des deux ex-Premiers ministres. Ahmed Ouyahia ouvrira la séance. D'un pas sûr, Ouyahia avec l'assurance qu'on lui connaît, s'est présenté devant le juge du tribunal de Sidi M'hamed (Alger), et qui en l'absence de ses avocats à tout de même choisi de répondre aux questions du juge. Une feuille de papier à la main, il a demandé l'application de l'article 177 de la Constitution qui stipule que «l'institution d'une haute Cour de l'Etat pour connaître des actes pouvant être qualifiés de haute trahison du président de la République, des crimes et délits du Premier ministre, commis dans l'exercice de leur fonction». Une demande qui sera rejetée par le procureur de la République qui confirme la compétence juridique du tribunal pour le jugement de ce genre d'affaires. Aussi, le magistrat, qui lui lira l'ensemble des chefs d'accusation retenus contre lui, l'a assené d'une série de questions relatives à l'octroi des marchés publics et la violation du code des marchés publics ainsi qu'aux raisons et motifs du choix de certains opérateurs, en particulier dans l'affaire du montage de véhicules. En réponse, Ahmed Ouyahia niera en bloc l'ensemble des accusations. «Je n'ai jamais recouru au favoritisme», assurera-t-il. Notant que sur ce point, l'expertise judiciaire relève que les avantages et autres exonérations accordés aux hommes d'affaires ont coûté au Trésor public plus de 70 milliards. Par ailleurs, l'ex-Premier ministre se défendra également de tout enrichissement et autres faveurs accordées à sa famille. A ce propos, après avoir affirmé que sa «femme ne possède aucune entreprise», s'agissant de son fils, il déclarera à la justice qu'il «a monté une entreprise spécialisée en informatique (OTEC), dans le cadre de l'Ansej et n'a fait l'objet d'aucun avantage. Le Premier responsable du pays (le Président Bouteflika) était au courant». Evoquant l'accusation de blanchiment d'argent, le juge affrontera Ouyahia sur «un mouvement non ordinaire» de 300 milliards de centimes dans ses comptes bancaires non déclarés. «Mes comptes bancaires, tout comme mes deniers n'ont aucun lien avec mon travail au gouvernement», rétorquera l'ancien Premier ministre qui affirmera au magis-



Ph/E. Soraya/J. A.

trat qu'il n'est «pas encore à ce degré de naïveté pour ne pas déclarer des comptes ouverts dans des banques publiques», et qu'il n'a «ni compte bancaire ni autre propriété à l'étranger». Ainsi, après une heure et demie d'interrogatoire, Ouyahia regagnera sa place sur le banc des accusés.

Pour sa part, présenté à la barre, Abdelmalek Sellal, égale-

ment en sa qualité de Premier ministre, s'est lui aussi défendu de tous les chefs d'accusation retenus contre lui dans ce dossier lié à la corruption et malversations survenues dans l'industrie automobile, rendant pour seul responsable Abdeslam Bouchareb, ancien ministre de l'Industrie sur lequel il dira «n'avoir sur lui aucune emprise». En outre, accusé de financement

occulte de la campagne électorale du Président Bouteflika, Sellal dira : «Je me suis occupé de l'aspect relatif à la sensibilisation, le reste (les finances) c'est le frère du Président qui s'en est occupé», affirmant ainsi ignorer «la disparition de 39 milliards de centimes du compte de la campagne électorale». Suite à quoi, l'audience a été levée vers 13h pour reprendre en début

d'après-midi avec l'audition des ministres inculpés, à savoir Youcef Yousfi et Mahdjoub Beda, tous les deux ex-ministres de l'Industrie, qui ont clamé leur innocence, et ce, dans l'attente de l'éventuelle comparution des hommes d'affaires concernés à l'instar de Mohamed Bayri, patron du groupe lval et de Ahmed Maazouz, P-DG du groupe Kia. **L. N.**

Campagne électorale

Lutte contre la corruption et appels au vote massif

Les candidats à la présidentielle du 12 décembre ont axé leurs discours sur la lutte contre la corruption, qui a coïncidé avec les premiers procès des symboles de la corruption, ainsi que sur l'appel insistant à élire un président.

La nécessité de lutter contre la corruption a été mise en exergue encore une fois hier par les candidats au cours de leurs sorties sur le terrain. A travers leurs discours, ils ont souligné que cette lutte doit être accompagnée par la récupération des fonds publics détournés.

Benflis : «La corruption a détruit l'Etat et brisé les institutions»

Ainsi, le candidat Ali Benflis s'est engagé à lutter contre la corruption qui a «détruit l'Etat et a brisé les institutions», promettant «la collecte des fonds publics et leur distribution équitable à toutes les régions du pays et au profit de tous les citoyens». Le candidat de Talaie el Houriyate, qui était hier dans la wilaya de Relizane, a affirmé détenir la solution à la crise que vit le pays, à travers «des engagements» visant une réforme politique qui confère la légitimité aux institutions de l'Etat, garantit la souveraineté du peuple et bâtit une économie de marché sociale, ainsi qu'un programme d'urgence sociale

destiné aux catégories vulnérables. Benflis a affirmé qu'«il n'y a d'autre issue à la crise qui prévaut dans le pays que l'élection présidentielle», ajoutant : «Je n'ai aucun différend avec personne. Il ne faut pas attiser les rancoeurs pour semer la fitna entre les Algériens». Dans ce sens, le président du parti Talaie El Houriyet a promis de «répondre aux revendications du peuple selon les fonds disponibles au niveau du Trésor public» et d'«ouvrir les dossiers des différentes catégories de la société». Par ailleurs, il s'est engagé à «faire reculer le taux de chômage de 80 % en quelques années».

Mihoubi : «Je m'engage à continuer à lutter contre la corruption»

Le candidat Azzedine Mihoubi s'est engagé à continuer la lutte contre la corruption et les différents phénomènes qui pourraient nuire à la société algérienne s'il est élu président. «De quel droit les gens viennent-ils voler la richesse des Algériens et la détourner à l'étranger ?», s'est interrogé Mihoubi lors d'un meeting à la Coupole, à Alger. Le SG par intérim du RND a parlé également du secteur de l'Education en tant que base du développement des sociétés et promis de prendre en charge les revendications socio-

professionnelles des enseignants, en plus du dossier du logement social qu'il s'est engagé à réorganiser pour que les personnes dans le besoin en bénéficient.

Belaid : «Ceux qui soutiennent les élections sont nombreux»

Le candidat Abdelaziz Belaid a déclaré que l'Algérie est aujourd'hui dans une phase difficile, liée à sa stabilité, son unité et son indépendance. Selon lui, la majorité des Algériens soutiennent les élections et il n'y a qu'une minorité qui les rejette. «L'Algérie souffrait de la souffrance de son peuple. Aujourd'hui, il y a ceux qui soutiennent les élections, car elles sont la seule solution pour sortir de la crise, et ils sont nombreux, et certains les rejettent», a-t-il déclaré lors d'un meeting populaire animé dans la wilaya d'El Taref. Le candidat du Front El Moustakbel, a déclaré que «l'Algérie avait vécu 20 ans d'injustice, de mépris et de gaspillage d'argent public, sans qu'on ne profite de la stabilité du pays».

Le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboun n'a pas programmé de sortie au 18^e jour de campagne. Quant au candidat Abdelkader Bengrina, il a prévu un meeting à Oran dans l'après-midi.

Louiza Ait Ramdane

Eventuel empêchement des élections

Gaid Salah met en garde «la bande et ses relais»

■ Au deuxième jour de sa visite à la 2^e Région militaire, à Oran, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah a mis en garde tous ceux qui «nuiront au processus constitutionnel ou de l'entraver en empêchant les citoyens d'exercer leur droit constitutionnel».

Par Meriem Benchaouia

«**N**ous mettons en garde de nouveau, la bande et ses relais, voire toute personne tentée de porter atteinte à cette démarche constitutionnelle ou de l'entraver, pour enliser le pays dans des voies périlleuses, en perturbant les élections ou en tentant d'empêcher les citoyens d'exercer leur droit constitutionnel, tout en soulignant que la justice et tous les organes de l'Etat leur feront face. Nous œuvrerons, soutenus par notre vaillant peuple, à éradiquer la bande et ses relais hypocrites, qui vouent toujours une rancœur et une haine viscérales envers le pays et jouent leurs dernières cartes dans l'espoir de pouvoir faire aboutir leurs desseins abjects», a-t-il affirmé dans son allocution. Afin de garantir la réussite de cet important rendez-vous électoral, le vice-ministre de la Défense nationale a donné «des instructions fermes dans ce cadre à l'endroit de tous les personnels de l'Armée nationale populaire et des Services de sécurité, pour faire preuve des plus hauts degrés de vigilance et de prudence afin d'avorter toute tentative malveillante ou de machination qui attenterait au bon déroulement de cet important événement et d'empêcher quiconque de perturber ce processus électoral de quelque manière que ce soit». Selon lui, l'Algérie qui restera sous la protection d'Allah, «trouvera toujours les mains tendues des plus



dévoués de ses enfants, peuple et armée». «L'Algérie ouvre grand ses bras à ses enfants les plus fidèles. Celui qui se met entre ses bras ressentira toute la chaleur et celui qui opte pour une autre direction que celle que le peuple algérien a choisie, ne récoltera que déception et regret, car l'Algérie se dirigera vers sa destination avec ou sans eux» a-t-il dit. Le général de corps d'Armée a invité, par la même occasion, «les Algériens à participer massivement aux élections présidentielles du 12 décembre prochain». «Nous sommes entièrement convaincus que le peuple algérien,

conscient de son intérêt et de l'intérêt de sa patrie ainsi que de l'ampleur des défis confrontés, saura s'engager dans cette échéance nationale cruciale et saura comment relever le défi par la participation forte et massive dans cet effort nationaliste constructif et s'acquittera de son devoir national en toute liberté et transparence, dans un climat empreint d'une conscience profonde de l'importance de l'événement et de son rôle dans la réalisation des espérances des millions de vaillants chouhada et des attentes des générations de l'indépendance», a-t-il déclaré. «Alors, vaillants enfants de

l'Algérie, ne donnez aucune occasion à la bande et ses relais, et prouvez à l'ennemi avant l'ami, à travers une participation large, libre et intègre à l'échéance présidentielle du jeudi 12 décembre 2019, que l'Algérie a des enfants qui sont mus de prudence, d'intelligence et du sens de responsabilité, à même de leur permettre de relever tous les défis. Relever les défis, c'est réussir cette noble démarche nationaliste, qui fera de ce rendez-vous électoral crucial une porte sur la paix et la sécurité et ouvrira grandes les portes de ses bienfaits», a-t-il conclu.

M. B.

Troisième jour de grève largement suivi

Les rapports enseignants-ministre s'engluent dans la crise

Devant «l'entêtement» du ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, qui refuse de négocier quoi que ce soit avec les enseignants du primaire qui sont sans couverture syndicale, les enseignants ont observé hier un troisième jour de grève. Ils ont aussi boycotté les examens et annoncé le durcissement de leur mouvement la semaine prochaine en cas de non-prise en charge immédiate de leurs revendications. L'école primaire a été paralysée hier pour le troisième jour consécutif. La crise entre le ministère de l'Education et les enseignants primaires s'aggrave de jour en jour. En effet, devant le refus du ministre de l'Education nationale de l'ouverture des négociations avec les représentants de la coordination nationale des enseignants primaires qui sont sans couverture syndicale, et les menaces brandies par ce dernier à l'égard des grévistes, les enseignants, dans les différents

établissements primaires du pays, ont observé hier un troisième jour de grève et de boycott des examens du premier trimestre. Les enseignants ont aussi décidé de ne pas participer à toute opération liée à l'organisation des examens trimestriels jusqu'à la mise en place de véritables négociations. «On ne participera ni à la préparation des sujets des examens, ni à la surveillance ni à la correction des copies», ont-ils indiqué. Selon le chargé de communication de la Coordination nationale des enseignants du primaire, Moussa Slimani a indiqué que «le recours au boycott des examens et toute l'opération liée à l'organisation des examens trimestriels intervient suite à la non-satisfaction par le ministère de la plateforme des revendications», affirmant l'attachement de la Coordination au dialogue pour parvenir à un accord sur ces revendications. Il annonce, en outre, le maintien du mouvement

de grève cyclique de trois jours la semaine prochaine encore ainsi que l'organisation d'un nouveau sit-in devant l'annexe du ministère de l'Education nationale si «d'ici lundi aucune réponse n'est apportée à nos revendications», nous dira Moussa Slimani. Concernant le taux de participation à cette grève et boycott des examens, le chargé de communication a indiqué que «le taux de participation à la grève et au boycott des examens est très élevé». Enfin, concernant les revendications et les réponses apportées par la tutelle, les enseignants affirment que «ce n'est pas des solutions et des réponses convaincantes...». En effet, concernant la révision du volume horaire et la dispense des enseignants des tâches non pédagogiques, comme l'encadrement des élèves dans la cour et les cantines, ainsi que les revendications liées au volet pédagogique, la coordination des enseignants du primaire indique que le minis-

tère de l'Education n'a pas apporté de réponses à ces points-là. Pour le décret présidentiel 266/14, le ministère de l'Education a expliqué aux enseignants qu'il sera appliqué à partir de 2020. Mais sans effet rétroactif à compter de 2014, comme cela a été revendiqué par les protestataires. Par ailleurs, la coordination des enseignants réitère son appel pour l'organisation d'une réunion avec le ministre de l'Education nationale en personne pour étudier leurs revendications. Au cas où cette réunion n'aura pas lieu, les enseignants du primaire menacent d'opter pour une grève illimitée. Enfin, il est utile de rappeler que la plateforme de revendications comprend «la consécration de l'équité entre les enseignants des trois paliers de l'éducation en termes de volume horaire et de classification et la révision des méthodologies d'enseignement soit par l'introduction de la spécialisation dans le cycle primaire pour un

LA QUESTION DU JOUR

L'esprit inhabituel de la conférence de Berlin

Suite de la page une

La distinction établie ici n'implique pas que les grandes puissances ne peuvent pas être en même temps parties prenantes au conflit, au même titre que la Turquie, le Qatar, les Emirats et l'Egypte, pour ne parler que des plus visibles des fauteurs de guerre. L'opposition nette de l'Italie et de la France sur le terrain en est un bon exemple. Si l'on parvenait, a pensé l'émissaire onusien, à mettre d'accord ces supports extérieurs, amener les factions rivales libyennes à une issue politique deviendrait quelque chose de faisable. Voilà pourquoi Ni Tobrouk ni Tripoli ne seront représentés à Berlin. Une explication du même ordre vaut pour l'absence de l'Algérie et de la Tunisie, qui ont le tort, si l'on peut dire, d'observer une stricte neutralité entre les deux camps libyens. Si l'un ou l'autre de ces deux pays ou les deux à la fois, de tous d'ailleurs et à tout point de vue les plus proches de la Libye, faisaient comme les autres, c'est-à-dire s'ils soutenaient concrètement l'un ou l'autre camp libyen, dans ces conditions oui, ils auraient eu leur place à la conférence de Berlin. Mais comme au contraire, ils ne fournissent ni armes ni argent, et cela ni à Tripoli ni à Tobrouk, il n'y a nul besoin à faire appel à eux. A Berlin, il s'agit de réunir les pays en guerre par Libyens interposés, non pas ceux qui ne s'immiscent pas dans leurs affaires internes A Berlin, Salamé veut pour ainsi dire avoir affaire au vice non à la vertu. Et tant pis si la Tunisie aussi bien que l'Algérie réclament d'être elles aussi de la partie. Cela dit, peut-être qu'elles réussiraient à se faire inviter après tout. D'autant que la réunion prévue d'abord pour novembre, ensuite pour le début de décembre, est finalement reportée au début de l'année prochaine, du moins à ce qu'on dit, aucune date n'ayant en réalité été encore avancée. Or, avec les deux accords, l'un militaire et l'autre maritime, qu'ont passés récemment Fayaz el-Serraj et Recep Tayyip Erdogan, et dont les termes exacts ne sont pas connus, la rencontre de Berlin risque fort d'être reportée plus loin encore.

M. H.

enseignement de qualité répondant aux normes internationales ou bien par la refonte du programme scolaire». Les enseignants protestataires revendiquent également l'application du décret présidentiel 14/266 du 28 septembre 2014, fixant la grille indiciaire et la révision des indemnités avec effet rétroactif, ainsi que le droit à la formation.

Thinhine Khouchi

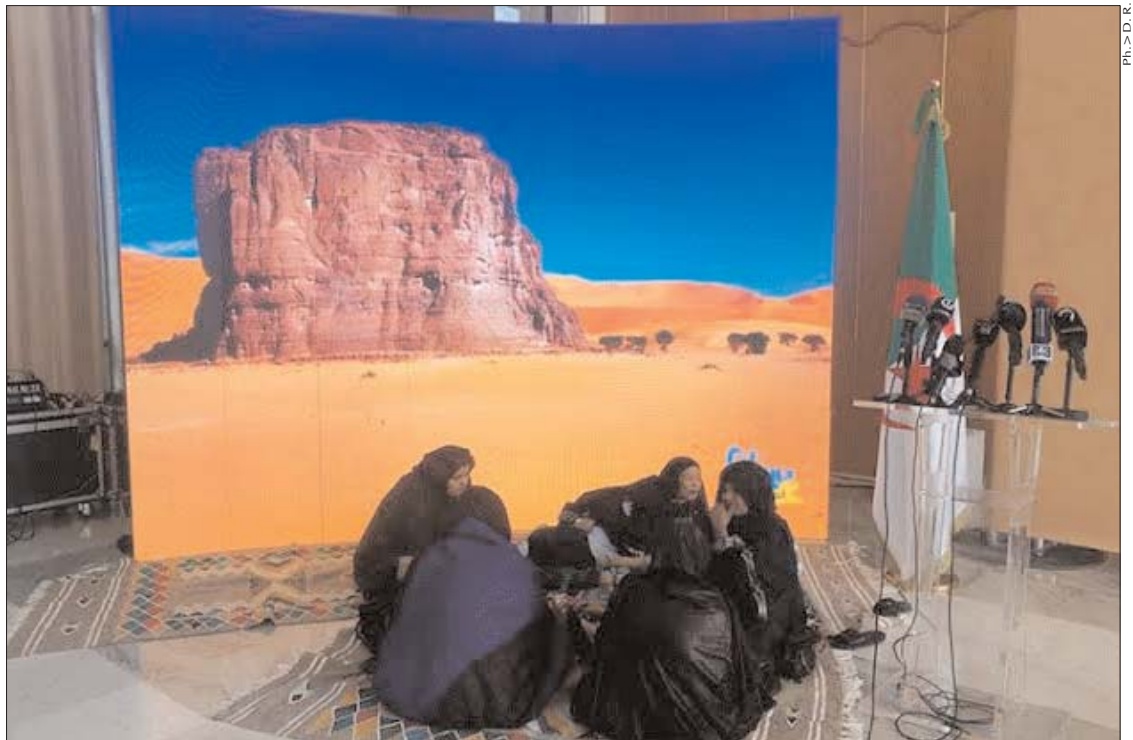
Trophée pour encourager les initiatives et appuyer l'innovation

Première édition du Trophée du tourisme

■ Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a qualifié mardi à Alger, d'importante « l'organisation de la première édition du Trophée du tourisme pour l'encouragement des initiatives, l'appui à l'innovation et l'accomplissement des réalisations dans le secteur du Tourisme.

Par Kamélia G.

Lors de cette session, organisée par le World Trade Center Algeria (WTCA), le ministre a souligné que le tourisme constituait l'un des plus importants secteurs contribuant à la diversification de l'économie nationale et à la réalisation du développement hors hydrocarbures, appelant tous les acteurs à participer à « la promo-



tion de la destination touristique algérienne qui recèle une richesse naturelle, culturelle, historique et civilisationnelle pour en faire une destination touristique par excellence». Par ailleurs, M. Benmessaoud a rappelé les efforts du gouvernement en matière d'appui de l'investissement touristique, en veillant à accompagner les investisseurs, lever les contraintes liées à l'accès au foncier étranger, d'autant que le secteur du Tourisme permet de créer la richesse et générer de nouveaux postes d'emploi. Chaque année, une centaine de nouveaux hôtels sont réalisés avec une capacité d'accueil de 5 000 nouveaux lits et près de 5 000 nouveaux postes d'emploi, a-t-il fait savoir, ajoutant que près de 7 000 lits seront

réceptionnés et 7 000 nouveaux postes d'emploi seront assurés. Dans ce cadre, le ministre a fait savoir que la loi de finances (LF 2020) accompagnera tous les secteurs, à travers l'ouverture de l'investissement au profit des étrangers, notamment dans le domaine du tourisme, précisant qu'une quinzaine d'établissements hôteliers mixtes ont été réalisés à travers tout le territoire national. Jusqu'à présent, plus de 1 408 établissements hôteliers ont été réalisés avec une capacité de 123 706 lits, a-t-il ajouté, indiquant que 108 établissements hôteliers seront réceptionnés en 2020 avec une capacité de 10 286 lits et 5 505 nouveaux postes d'emploi. Le volume de l'investissement s'élève à 2 393 projets touristiques assurant 310 274

nouveaux lits, selon le ministre qui rappelle que le pays compte 2 836 agences de tourisme et de voyages. Pour sa part, le directeur général du WTCA, Ahmed Tibaoui, a insisté sur l'importance de cette première édition, qui a vu la remise des prix des meilleures réalisations dans le domaine touristique, ainsi que dans les domaines de la gestion et la promotion de la destination touristique Algérie. Cette démarche, a-t-il expliqué, vise à opérer le décollage du secteur du Tourisme en vue de réaliser un développement hors hydrocarbures, attirer davantage de touristes, encourager l'innovation et la créativité mais également promouvoir la destination Algérie. M. Tibaoui a exprimé ses remerciements aux membres du

jury pour leurs efforts, notamment l'organisation de quatre rencontres pour choisir la meilleure réalisation dans le domaine du tourisme, ajoutant que huit prix ont été attribués aux lauréats lors de cette édition. Le jury est composé de cadres représentant le ministère du Tourisme, l'Agence nationale de développement touristique (ANDT) et la Fédération nationale des associations des agences de tourisme (FNAT), outre des experts. Lors de cette cérémonie, le prix de la meilleure production vidéo sur la promotion touristique a été remis à une start-up, outre trois prix décernés à trois hôtels quatre étoiles, trois autres à des hôtels cinq étoiles, et un prix attribué au meilleur membre du jury pour son objectivité. K. G./APS

Terrorisme Une bombe découverte et détruite à Tébessa

UNE BOMBE de confection artisanale a été découverte et détruite par un détachement de l'ANP, mardi, lors d'une patrouille de recherche et de fouille dans la commune de Stah Guentis, dans la wilaya de Tébessa, indique mercredi un communiqué du MDN. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP « ont intercepté, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset, In Guezzam, Djanet et Tindouf, 52 individus et saisi 6 véhicules tout-terrain, 10 groupes électrogènes, 3 marteaux piqueurs et d'autres objets, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à Ouargla, 2 contrebandiers à bord d'un véhicule utilitaire chargé de 956 unités de différentes boissons », note la même source. Par ailleurs, des garde-côtes « ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine de 15 individus qui étaient à bord d'une embarcation de construction artisanale au nord de Ras El Hamra, à Annaba, alors que 17 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tamanrasset, Tlemcen et In-Amenas », ajoute le communiqué. K. L.

Air Algérie

Perturbations sur les vols suite à un mouvement social en France

Le trafic aérien en provenance et à destination de la France sera perturbé jeudi suite à la participation des contrôleurs aériens à un mouvement social en France, a indiqué mercredi un communiqué de la compagnie aérienne nationale Air Algérie. A cet effet, la Direction générale de l'aviation civile française (DGAC) a demandé aux compagnies aériennes d'annuler 20% des vols au niveau des principaux aéroports de France. « En rai-

son de cette grève, Air Algérie informe ses passagers que le trafic aérien en provenance et à destination de la France sera touché. En conséquence des perturbations affecteront les vols survolant le territoire français», ajoute la même source. De plus, les vols sur la liaison « Alger-Charles de Gaulle » (Alger : AH1002/AH 1003, /AH 1012/AH1013) , et « Alger-Paris Orly-Alger » (AH 1006/AH1007/AH1010/AH 1011), et « Alger-

Marseille-Alger » (AH 1022/AH 1023) et « Annaba-Marseille-Annaba » (AH 1150/AH 1151) seront annulés jeudi, a précisé Air Algérie. Une perturbation du trafic aérien, des retards et des annulations de certains vols sont également à prévoir du 5 au 7 décembre. Afin de remédier à cette situation une cellule de suivi a été mise en place au niveau de la compagnie, indique le communiqué. K. Y.

Tizi-Ouzou

Remise de 136 appareillages et équipements aux handicapés

Un total de 136 appareillages et équipements ont été remis à des personnes aux besoins spécifiques de la wilaya de Tizi-Ouzou par la direction locale de l'Action sociale et de la solidarité (DASS) a-t-on appris, mercredi auprès de son premier responsable, Mehani Achour. Il s'agit de 5 tricycles, 36 chaises roulantes (fauteuils roulants simples, fauteuils pour personnes souffrant d'infirmité motrice cérébrale, poucettes, chaises roulantes électriques), de 16 prothèses, de 76 lunettes médicales. A cela s'ajoute un four et de deux machines à coudre, qui ont été remis à des

personnes aux besoins spécifiques lors d'une cérémonie organisée par la DASS au Centre de loisirs scientifiques (CLS) pour célébrer la Journée internationale des personnes handicapées. S'agissant de la prise en charge des handicapés de la wilaya qui sont au nombre de 28 378 et dont 14 446 sont des handicapés mentaux, 9 545 handicapés moteurs, 2 505 visuels, 1 766 sourds-muets, 116 polyhandicapés, la DASS a indiqué que 6 916 bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS, 3 000 DA) et 8 680 autres de la pension de handicapés à 100% (4 000 DA) soit un total

de 15 596 bénéficiaires. M. Mehani qui a indiqué que 10 172 handicapés de la wilaya dont 8 680 handicapés à 100% et 1 492 bénéficiaires de l'AFS, sont concernés par l'augmentation de leur pensions à 10 000 DA/mois et ce suite à la décision du gouvernement portant valorisation de l'allocation mensuelle accordée aux personnes handicapées, en l'augmentant à 10 000 DA et sa généralisation à tous les handicapés à 100%, quelle que soit la nature du handicap, l'âge de la personne handicapée et la source de financement du bénéficiaire. Akli T.

Energie

Sonatrach va exercer son droit de préemption sur les intérêts d'Anadarko en Algérie

■ La Compagnie nationale Sonatrach va exercer son droit de préemption sur les intérêts détenus par Anadarko en Algérie suite à une décision du ministre de l'Energie relative à une opération de fusion/acquisition effectuée par Anadarko, «incompatible» avec la réglementation en vigueur, a annoncé, hier, un communiqué du ministère de l'Energie.

Par Malek Y.

Selon le communiqué, «une opération de fusion/acquisition a été opérée le 3 août 2019, entre les compagnies pétrolières américaines Anadarko et Occidental». «Dans le cadre du processus de cette fusion/acquisition, Occidental cédera l'ensemble de ses intérêts, nouvellement acquis en Afrique, au profit de Total», a précisé la même source. «Anadarko, partenaire de Sonatrach sur le périmètre de Berkine a sollicité, conformément à la loi sur les hydrocarbures, l'approbation du ministre de l'Energie, pour le changement de contrôle d'Anadarko Algérie au profit de la compagnie Occidental», lit-on dans le communiqué. «En vertu de la réglementation en vigueur, le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab,



s'est prononcé sur cette opération et a déclaré son "incompatibilité" avec le maintien d'Anadarko dans le contrat d'as-

sociation sur le périmètre de Berkine», a-t-on souligné de même source. «En conséquence, Sonatrach exercera son droit de préemption sur les intérêts détenus par Anadarko en Algérie», a conclu le document.

M. Y. /APS

France La croissance de l'activité dans le secteur privé ralentit en novembre

LA CROISSANCE de l'activité du secteur privé en France a finalement ralenti en novembre, illustrant une décélération dans le secteur des services, selon des données publiées hier par le cabinet IHS Markit. L'indice composite de l'activité globale s'est replié de 52,6 en octobre à 52,1 en novembre, alors que l'indice «flash» provisoire, publié le 22 novembre, suggérait plutôt une progression à 52,7. Un indice supérieur à 50 signale une expansion, un indice inférieur à cette limite une contraction de l'activité. «Les dernières données PMI ont signalé un ralentissement de la hausse de la demande dans le secteur des services, la croissance des nouvelles affaires marquant en effet le pas par rapport à octobre. L'activité a par conséquent elle aussi affiché une expansion légèrement moins soutenue en novembre», détaille Eliot Kerr, économiste à IHS Markit. «Si le secteur manufacturier a soutenu l'indice d'activité du secteur privé grâce à un renforcement de la hausse de la production (...). Cette embellie a toutefois été trop modeste pour contrebalancer le ralentissement de la croissance observé dans le secteur des services», ajoutait-il. Dans le détail, la progression de l'activité dans les services a décéléré de 52,9 en octobre à 52,2 en novembre. «L'affaiblissement de la croissance du volume global des nouvelles affaires reflète principalement une modération de la demande sur les marchés intérieurs, les ventes à l'export ayant en effet enregistré leur plus forte hausse depuis quatre mois en novembre», explique IHS Markit dans un communiqué. Toutefois, malgré ce ralentissement, les entreprises du secteur privé ont poursuivi l'augmentation de leurs effectifs en novembre et les perspectives d'activité future se sont redressées à leur plus haut niveau depuis sept mois.

Agences

Pétrole

Le Brent s'approche des 62 dollars à Londres

Les prix du pétrole progressaient hier en cours d'échanges européens, après que l'Irak a une nouvelle fois suggéré une baisse de la production des membres de l'Opep et de leurs alliés, réunis à Vienne jusqu'à vendredi. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 61,98 dollars à Londres, en hausse de 1,91 % par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour janvier gagnait 1,64 % à 57,02 dollars. Après avoir atterri à Vienne mardi soir, «le ministre irakien du Pétrole a à nouveau suggéré que l'Opep+ allait étudier une nouvelle baisse de la production et qu'il ne pensait pas que les autres membres seront un obstacle», ont souligné Warren Patterson et Wenyu Yao, analystes. «Selon le ministre irakien, un consensus a été trouvé entre plusieurs membres clés de

l'Opep pour diminuer la production de 400 000 barils par jours supplémentaires, ce qui porterait le total des coupes à 1,6 million de barils», a précisé Carsten Fritsch, analyste, pour expliquer en partie la solidité des prix. «Cependant, avec plusieurs membres qui ne tiennent pas leurs engagements, dont l'Irak, des pays pourraient être réticents à amplifier les baisses», ont ajouté les analystes d'ING. Pour le moment, l'Arabie saoudite, qui a tout intérêt à voir les prix progresser alors qu'elle cherche à vendre en Bourse une partie de sa compagnie nationale Aramco, compense les dépassements des autres membres en faisant du zèle. Par ailleurs, les prix avaient été mis sous pression mardi, après que «les espoirs d'un accord (sino-américain) conclu avant la fin de l'année ont été anéantis», selon Stephen Brennock, pour PVM. Selon

plusieurs analystes, les données de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API), qui ont fait état d'une baisse plus importante que prévu des stocks de bruts américain à -3,7 millions de barils, ont cependant aidé les cours à se reprendre. Plus tard dans la journée d'hier, les investisseurs garderont un œil sur les données officielles du gouvernement sur les stocks, considérées comme plus fiables. Selon la médiane d'un consensus établi par l'agence Bloomberg, les analystes s'attendent à une baisse des stocks de brut de 1,5 million de barils, à une hausse de 1,75 million de barils pour ceux d'essence et 250 000 barils pour les autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole), pour la semaine achevée le 29 novembre.

Salem K.

Chine

Rebond de la croissance des services

L'activité dans les services en Chine a bondi en novembre à son plus haut depuis sept mois grâce en partie à la croissance des nouvelles commandes à l'export, selon un indice inédit publié hier. L'indice des directeurs d'achat (PMI) pour les services, calculé par le cabinet IHS Markit et publié par le groupe de médias Caixin, s'est établi à 53,5 le mois dernier, contre 51,1 en octobre. Il s'agit du niveau le plus haut depuis avril. Un chiffre au-dessus de 50

témoigne d'une expansion de l'activité, et en-deçà d'une contraction. Les coûts de production et les prix facturés par les entreprises de services ont tous les deux continué à augmenter en novembre. Mais la croissance des premiers a ralenti, tandis que celle des seconds a légèrement augmenté. Cela a entraîné «une plus grande rentabilité pour les compagnies», a déclaré Zhong Zhengsheng, analyste de CBEM, cabinet affilié à Caixin. Le taux de création

d'emplois dans les services a toutefois légèrement baissé en novembre par rapport au mois précédent, marquant ainsi sa plus faible croissance depuis juillet. L'indice PMI pour les services de Caixin, calculé de façon indépendante à partir de sondages d'entreprises, est très suivi. Le secteur, vers lequel la Chine entend rééquilibrer son modèle économique, représentait sur les trois premiers trimestres de cette année 54 % du PIB chinois, selon le Bureau

national des statistiques (BNS). Les services incluent notamment les transports, le marketing, les services immobiliers et la finance. L'indice composite PMI de Markit-Caixin (qui agrège services et industrie manufacturière), a également nettement progressé en novembre, à 53,2 contre 52 en octobre. C'est le taux de croissance le plus élevé depuis 21 mois. Le résultat en partie d'une solide expansion dans le secteur manufacturier.

A. O.

Changes

Le dollar en recul avec le retour des incertitudes commerciales

Le dollar cédait un peu de terrain face à l'euro et creusait ses pertes face au yen et au franc suisse après des propos de Donald Trump suggérant qu'un accord commercial avec la Chine pourrait être reporté après la présidentielle américaine de 2020. Vers 20h00 GMT (21h00 à Paris), l'euro grappillait 0,02 % face au billet vert, à

1,1081 dollar. Face au yen et au franc suisse, généralement considérés comme des valeurs refuge, la devise américaine perdait respectivement 0,37 % (à 108,58 yens) et 0,45 % (à 0,9868 franc suisse pour un dollar). Interrogé sur les négociations autour d'un accord commercial avec la Chine, Donald Trump a affirmé, mardi à Londres, qu'il

n'avait pas de date butoir, indiquant qu'il pourrait même attendre après la présidentielle de novembre prochain. «La nonchalance du président Trump a pris le marché par surprise, alors que les investisseurs avaient le sentiment que les pourparlers commerciaux étaient proches de leur dénouement», fait remarquer Boris Schlossberg de BK Asset

Management. Le dollar a également été lesté par la menace brandie mardi par l'administration Trump d'imposer des tarifs douaniers additionnels pouvant aller jusqu'à 100 % sur 2,4 milliards de produits français si Paris ne renonce pas à sa taxe sur les entreprises du numérique. Par ailleurs, la livre a progressé face au billet vert,

Centre universitaire de Tissemsilt

Un programme spécial pour soutenir le développement économique dans la wilaya

■ Le centre universitaire de Tissemsilt Yahia-El Ouancharissi a élaboré un programme spécial de soutien au développement économique dans la wilaya, a-t-on appris du directeur de cet établissement de l'enseignement supérieur, Abdelkader Dahdouh.

Par Fateh H.

Lors du conseil exécutif de wilaya qui a abordé «le rôle de l'université dans le développement local : diagnostic, obstacles et propositions de solutions», M. Dahdouh a indiqué que ce programme, initié par des enseignants spécialisés du centre universitaire en collaboration avec plusieurs secteurs, comporte une étude des problématiques de développement dans différents domaines et des propositions de solutions adéquates contenues dans des mémoires, thèses et travaux de recherche et émanant de rencontres scientifiques. Le programme, qui sera suivi le long de l'actuelle année universitaire, prévoit l'organisation de sessions de formation au profit des cadres des entreprises

économiques selon les besoins, des actions d'encouragement du tourisme scientifique et de consécration de l'esprit d'entrepreneuriat chez les étudiants, notamment ceux en fin d'études, en plus de l'ouverture et du soutien de la formation dans les spécialités en adéquation avec l'environnement économique et social de la wilaya, a-t-on fait savoir. Les expériences scientifiques seront soutenues au travers la création d'une «ferme pédagogique» et de laboratoires de recherche scientifique, ainsi qu'un incubateur d'affaires qui prendra en charge les idées et les projets, en plus du soutien aux activités de la maison de l'entrepreneuriat de l'université et de prestation de services dans les études et les analyses de laboratoires. Des rencontres nationales qui mettront en avant

les problématiques du développement agricole et du tourisme dans la wilaya, ont été également programmées, selon le même responsable. Sur un autre plan, Abdelkader Dahdouh a fait savoir que les laboratoires de recherche du centre universitaire de Tissemsilt ont réussi, dernièrement, à réaliser des études scientifiques sur le terrain sur le développement des secteurs agricole et touristique et le climat d'investissement qui ont abouti à de nombreuses recommandations et propositions, dont celles d'encouragement de l'industrie agroalimentaire à base de produits locaux, de signature de conventions de partenariat entre les agences de tourisme de la wilaya et des établissements hôteliers afin de booster le tourisme intérieur et d'associer le centre universitaire à la commis-



sion de wilaya chargé de l'examen et de l'agrément des projets d'investissement. De son côté, le wali de Tissemsilt, Salah El Affani, a exhorté le centre universitaire à poursuivre ses efforts en collaboration avec les secteurs

de l'agriculture, du tourisme et de l'énergie et des mines pour lever tous les obstacles qui entravent le développement local dans la région et booster l'économie locale.

F. H.

Cnas/Alger

Recouvrement prévu de plus 130 mds DA en 2019

L'Agence de la Caisse nationale de sécurité sociale des travailleurs salariés (Cnas) de la wilaya d'Alger aspire à atteindre plus de 130 milliards DA de recouvrement en 2019, a indiqué le directeur de l'Agence. Intervenant lors d'une journée Portes ouvertes sur «Les nouvelles fonctionnalités de la télé-déclaration en faveur des employeurs» organisée au siège de l'Agence à la Place des martyrs (Alger-Centre), Mahfoud Idris a précisé que le taux de recouvrement des cotisations avait augmenté de 5% par rapport à 2018 (128 mds DA), ajoutant que le montant dépassera cette année (jusqu'à fin décembre) les 130 mds DA. Qualifiant de «satisfaisante» la situation financière de son Agence, M. Idris a expliqué la hausse du taux de recouvrement par l'amélioration des prestations de services et les campagnes de sensibilisation initiées par l'Agence tout au long de l'année afin de sensibiliser les chefs d'entreprises à la nécessité de

verser leurs cotisations annuelles. Il a fait savoir, dans ce sens que plus de 95% de chefs d'entreprise affiliés à la Cnas d'Alger, dont le nombre dépasse les 35 000 et employant plus d'un million de travailleurs, ont utilisé le portail électronique de télé-déclaration. Grâce à cette fonctionnalité, les employeurs peuvent désormais vérifier leurs déclarations pour l'exercice 2019 et même de consulter les trois premiers trimestres déclarés en s'assurant automatiquement de sa conformité. En cas d'erreur

l'employeur recevra instantanément le journal ou le message de télé-validation. Par ailleurs, il a mis en exergue les efforts de la Cnas d'Alger dans le traitement des dossiers en suspens à l'amiable, et ce par le rééchelonnement des dettes sans engager de poursuites judiciaires à l'encontre des employeurs contrevenants. Le deuxième service offert par cette plateforme est la télé-demande qui permet d'envoyer en ligne et de manière simplifiée, la demande d'immatriculation et d'affiliation des assurés sociaux,

a ajouté le même responsable, rappelant que cette fonctionnalité permet aux employeurs de demander en ligne la carte Chiffa pour leurs employés. Cette nouvelle plateforme représente pour la Cnas un moyen simple, moderne et rapide adapté aux besoins des employeurs pour le respect des échéances sans se déplacer. Les employeurs peuvent désormais mettre à jour toutes les informations de leur entreprise via un formulaire intégré sur le site internet de la Caisse nationale de recouvre-

ment des cotisations de la sécurité sociale www.cnrss.com disponible 24h/24h. Dans ce contexte, M. Idris a déclaré que son Agence avait délivré depuis le début de l'année un million de cartes Chiffa destinées à toutes les catégories assurées, dont plus de 180 000 cartes aux étudiants, faisant état de possibilité de déclarer la perte de la carte via la plateforme en envoyant une photo et une déclaration de perte pour la délivrance d'une nouvelle carte dans un délai de 15 jours. Nassima A./APS

Constantine

Mesures coercitives pour activer la valorisation du patrimoine de la wilaya

Des mesures coercitives seront mises en exécution pour stimuler l'opération de valorisation de biens de la wilaya de Constantine, lancée depuis 2018 dans le cadre d'un programme national de valorisation du patrimoine des collectivités locales, a annoncé le wali, Abdessamie Saidoune. S'exprimant à l'ouverture

de la 4ème session ordinaire de l'exercice 2019, de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le même responsable faisant état de «lacunes» dans la conduite de cette opération revêtant «une importance capitale dans la santé économique» des collectivités locales, a affirmé que des actions en justice seront décidées à l'en-

contre des contrevenants entravant le bon déroulement de ce dossier. Déplorant la valeur «insignifiante» des recettes collectées à Constantine dans le cadre de cette opération, le wali a appelé les membres de la commission de wilaya chargée de ce dossier à programmer des réunions mensuelles et faire ressortir les «insuf-

finances et dépassements pour y remédier en temps réel». Evoquant l'impact de la valorisation des biens des collectivités locales dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens, le wali a appelé les responsables concernés à l'élaboration d'un état des lieux à ce sujet en vue de prendre les mesures qui s'imposent. Le chef de l'exécutif local a également fait part d'insuffisance en matière de recouvrement fiscale, appelant les responsables concernés à remédier dans les meilleurs délais à cette situation affectant le développement local. La 4ème session ordinaire de l'APW dont les travaux ont été interrompus pour être relancés prochainement, a été marquée par la validation du budget préliminaire de l'exercice 2020, estimé à 2,455 milliards DA répartis sur les volets gestion et équipement et autres opérations inscrites dans le cadre du développement local. R. R.

Samy Y.

Jijel/ Commune d'El Aouana

Lancement des travaux d'aménagement de la zone d'expansion touristique

Les travaux d'aménagement de la zone d'expansion touristique (ZET) de la commune d'El Aouana, distante de 10 km de la ville de Jijel, ont été lancés en début de semaine, a-t-on appris de la direction locale du tourisme et de l'artisanat. Après la levée des entraves à son exécution, le projet d'aménagement de la ZET d'El Aouana, viennent d'être relancés, selon la même source qui a expliqué que l'Agence nationale de développement du tourisme devra assurer le suivi des travaux dont se chargera une entreprise privée. Devant être livrés dans un délai

de deux mois, ces travaux portent sur l'ouverture des pistes et le raccordement de la ZET aux différents réseaux afin d'aider les investisseurs à concrétiser leurs projets, a-t-on ajouté. La zone d'expansion touristique (ZET) d'El Aouana s'étend sur 97 hectares de la cité Berrahal jusqu'au port de pêche et de plaisance. L'on prévoit la réalisation d'un ensemble d'hôtels classés, des bungalows, une résidence touristique, d'une capacité totale de 3230 lits, le tout devant générer plus de 6600 postes d'emploi. La même source a également fait savoir que la wilaya de Jijel a

bénéficié de l'aménagement de trois autres ZET, en l'occurrence la ZET de Tassousset à l'entrée Est de la ville, celle de «Casino» et la ZET d'«Adouane Ali» au centre-ville. Il est à noter que l'étude technique de l'aménagement de la ZET d'El Aouana a été finalisée en 2012. Ce projet pensé pour renforcer l'attractivité touristique de l'une des destinations les plus prisées de la wilaya de Jijel, n'a jamais pu être concrétisé en raison des réserves qu'il a suscitées.

R. R.

Samy Y.

Tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental

Pompeo doit exiger du Maroc la fin de son obstruction

■ L'ONG américaine «Western Sahara Foundation» a appelé le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, à soulever la question du Sahara occidental avec le roi du Maroc qui doit mettre fin à son obstruction à la tenue d'un référendum d'autodétermination, longtemps promis par les Nations unies aux Sahraouis.

Par Fella Y.

«**N**ous vous écrivons pour vous encourager vivement à soulever la question du Sahara occidental lors de votre visite au Maroc cette semaine et presser le roi du Maroc de mettre fin à son obstruction au référendum longtemps promis par les Nations unies sur le Sahara occidental (Minurso)», a écrit la présidente de l'ONG, Suzanne Scholte, dans une lettre adressée au secrétaire d'Etat Mike Pompeo, à la veille de sa visite. En outre, ajoute M^{me} Scholte, «nous demandons que toute aide internationale fournie par les Etats-Unis soit retirée du Maroc jusqu'à ce que tous les prisonniers politiques sahraouis soient libérés de leur détention illégale et que le Royaume mette un terme à son exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental». Elle a rappelé qu'«en dépit d'une décision de la Cour internationale de justice déclarant qu'elle n'avait aucun droit sur ce territoire, le Maroc envahit le Sahara occidental en 1975. En 1991, après 16 années de guerre avec les Sahraouis, le Royaume finit par accepter le Plan des Nations unies, approuvé par les Etats-Unis, qui permettrait aux Sahraouis de déterminer leur statut politique futur par le biais d'un référendum organisé par les Nations unies». Cependant, souligne la présidente de l'ONG américaine «Western Sahara Foundation», en 2000, sans aucune justification, «le Maroc a annoncé qu'il ne permettrait plus le référendum de se dérouler et, ce faisant, a renié ses engagements en faveur de l'état de droit et des normes internationales». «Le résultat a été une impasse qui

a créé une grave menace pour la paix et la sécurité dans la région». «Bien que nous représentions de nombreuses opinions politiques différentes, nous sommes tous consternés par le fait que le Maroc a été autorisé à occuper le Sahara occidental pendant plus de 40 ans, même si les administrations républicaine et démocrate, les Nations unies et la majorité des pays ont convenu que le peuple du Sahara occidental devrait avoir le droit de déterminer le statut politique futur de leur territoire», a-t-elle soutenu. Le Maroc «a réussi» à résoudre ce problème en dépensant chaque année des millions de dollars en efforts de lobbying international. En effet, explique Suzanne Scholte, «des dossiers indiquent qu'il (le Maroc) dépense chaque année plus d'argent en lobbyistes à Washington DC et autres efforts pour influencer les décideurs que presque tous les pays du tiers monde». «Le dernier en date étant une contribution importante à la Clinton Foundation – un problème que le président (Donald Trump) lui-même connaît et a tweeté à ce propos pendant les élections (le 31 octobre 2016), Trump a tweeté : "Les deux faveurs officielles d'Hillary au Maroc ont généré 28 millions de dollars pour la Fondation Clinton #DrainTheSwamp"», a rappelé M^{me} Scholte. «Vous représentez un président qui a manifesté son intérêt pour la lutte contre la corruption du gouvernement. La situation au Sahara occidental est une illustration frappante de la façon dont la corruption du gouvernement entraîne de terribles souffrances – en l'occurrence, les hommes et les femmes sahraouis qui vivent sous l'occupation brutale du Maroc», a conclu M^{me} Scholte.



L'ONU interpellée suite à l'expulsion de parlementaires basques

Le Représentant du Front Polisario à l'ONU, Sidi Mohamed Omar, a interpellé l'ONU suite à l'expulsion par le Maroc de parlementaires basques du Sahara occidental, soulignant que le royaume cherche par ses expulsions à cacher les crimes odieux perpétrés par les forces d'occupation contre des civils sahraouis. «Je vous écris pour vous informer que, le dimanche 1^{er} décembre 2019, les autorités d'occupation marocaines au Sahara occidental ont expulsé quatre membres du Parlement régional du Pays basque en Espagne. M^{me} Eva Juez, M. Carmelo Barrio, M. Inigo Martinez et M. Josu Estarona ont été expulsés à leur arrivée à l'aéroport d'El Ayoun, la capitale du Sahara occidental occupé», a écrit M. Sidi Omar dans une lettre adressée au Représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations unies, et au président du Conseil de sécurité. «Le groupe avait pour objectif de connaître de près la situation des droits de

l'Homme dans le territoire et de rencontrer des militants sahraouis des droits de l'Homme et de la société civile», a expliqué le diplomate sahraoui. Et d'ajouter : «Je voudrais porter à votre attention et à celle des membres du Conseil de sécurité notre ferme condamnation de cette action illégale, qui est un autre épisode de la poursuite des tentatives du Maroc visant à maintenir les territoires occupés du Sahara occidental inaccessibles aux observateurs internationaux et aux journalistes étrangers». Le diplomate sahraoui a soutenu que «les expulsions répétées du Maroc d'observateurs internationaux et de médias du Sahara occidental occupé partagent un objectif commun, qui n'est autre que de cacher les crimes odieux perpétrés par les forces d'occupation marocaines contre des civils sahraouis. Il est inacceptable que les autorités d'occupation marocaines continuent de refuser l'accès au territoire non autonome du Sahara occidental, qui reste sous la responsabilité des Nations unies dans l'attente d'une solution définitive au conflit». Ce qui rend

la situation encore plus alarmante, souligne le diplomate sahraoui, «c'est que toutes les pratiques répressives et terroristes poursuivies systématiquement par les forces d'occupation marocaines contre des civils sahraouis se déroulent dans le cadre d'une panne totale des médias imposée au Sahara occidental occupé». «Les journalistes, blogueurs et défenseurs des droits de l'Homme sahraouis qui couvrent des violations des droits de l'Homme sur le territoire (rapport du Secrétaire général S/2019/787 du 2 octobre 2019, paragraphe 68) sont persécutés et détenus injustement», a-t-il encore dénoncé. Le Représentant du Front Polisario à l'ONU a rappelé que le Secrétaire général a insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'une surveillance impartiale, globale et soutenue de la situation des droits de l'Homme était nécessaire pour garantir la protection de toutes les personnes au Sahara occidental. «Il est donc impératif que le Conseil de sécurité exerce la pression nécessaire sur le Maroc pour que les observateurs des droits de l'Homme et les observateurs internationaux des Nations unies obtiennent un accès complet, sans entrave et continu au Sahara occidental occupé, et qu'ils puissent faire rapport librement et ouvertement sur les droits de l'Homme dans le territoire», a-t-il insisté. «Les Nations unies ont la responsabilité juridique et morale de déployer tous les efforts possibles pour assurer la protection des droits de l'Homme dans le Sahara occidental occupé en attendant la décolonisation du territoire conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU», a plaidé M. Sidi Omar.

Sabiha O./Tunisie Numérique

F. Y./APS

Tunisie

Les grandes lignes du gouvernement commencent à se dessiner

Bien que les pourparlers et les consultations pour la formation du prochain gouvernement pétinent et semblent faire du surplace, les grandes lignes de cette équipe commencent à se dessiner, bon gré, mal gré. En effet, bien que Habib Jemli insiste pour obtenir la participation de la coalition, Courant Démocratique-Mouvement du Peuple, ceux-ci refusent catégoriquement de faire la moindre concession et insistent pour obtenir les trois ministères qu'ils ont revendiqués depuis le début, à savoir ceux de la Justice, de la Réforme Administrative et de l'Intérieur. Jemli est allé jusqu'à leur proposer les deux premiers ministères, mais pas celui

de l'Intérieur. Ce que ses interlocuteurs ont refusé. Entre-temps, les négociations se poursuivent à un rythme effréné, non pas à Dar Dhiafa, mais à Montplaisir.

Par la suite, on dira au Tunisien qu'à cause de l'entêtement des supposés alliés, Ennahdha a été obligée, pour préserver les intérêts suprêmes de la Nation, de s'allier au parti Qalb Tounes, afin de former le prochain gouvernement. Comme quoi, les lignes parallèles n'en finissent plus de se croiser en Tunisie, défiant les règles élémentaires de la géométrie. D'après les indiscrétions des coulisses des pourparlers, le gouvernement sera donc, bel et bien, formé d'Ennahdha et Qalb

Tounes. Sachant que ce dernier se contentera de proposer des compétences indépendantes dont, par exemple, Mohamed Fadhel Abdelkefi.

Il est attendu qu'un autre parti participe au prochain gouvernement, à savoir Ettakattol, qui serait représenté par Elyes Fakhfakh. Quant aux autres formations qui sont comptées comme des satellites d'Ennahdha, à l'instar d'Al Karama et d'Errahma, elles ne feront pas partie du gouvernement. Par contre, elles voteront la confiance pour la formation proposée.



Iran

Rohani assure que l'Iran reste «prêt à discuter» avec Washington

■ Le président iranien, Hassan Rohani, a assuré hier que son pays restait «prêt à discuter» avec Washington si les États-Unis lèvent les sanctions qu'ils ont rétablies contre la République islamique depuis leur sortie de l'accord international sur le nucléaire iranien.

Par Rosa C.

Il ne saurait être pour autant question de négociations bilatérales directes irano-américaines : M. Rohani a pris soin de limiter tout éventuel dialogue avec Washington à un cadre strictement multilatéral. A ce stade, a indiqué le président iranien, de telles discussions, pourraient avoir lieu dans le cadre de rencontres entre Téhéran et le groupe dit P5+1 des six pays ayant conclu avec la République islamique l'accord international sur le nucléaire iranien, à Vienne en 2015 (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie et Allemagne). «S'ils sont prêts à mettre de côté les sanctions, nous sommes prêts

à discuter et à négocier, même au niveau des dirigeants des pays du 5+1», a déclaré M. Rohani lors d'un discours retransmis par la télévision d'État. M. Rohani avait tenu des propos similaires en septembre avant de se rendre à l'assemblée générale des Nations unies à New York, où l'idée, portée par la France, d'une rencontre au sommet entre le président iranien et son homologue américain Donald Trump n'a pu être matérialisée. Cette nouvelle main tendue survient alors que Paris et Berlin ont menacé en novembre d'activer un mécanisme de règlement des différends prévu par l'accord de Vienne et susceptible de mener au renvoi du dossier nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité de

l'ONU, ce qui, pour Téhéran, consacrerait la mort de l'accord. Elle survient aussi après qu'une centaine de villes iraniennes ont été touchées mi-novembre par un mouvement de contestation ayant suivi l'annonce surprise d'une forte hausse du prix de l'essence. Les autorités disent avoir ramené le calme après quelques jours de manifestations et de violences, qu'elles ont qualifiées d'«émeutes» soutenues et encouragées par des «ennemis» de la République islamique, comme les États-Unis, Israël ou l'Arabie saoudite. Téhéran a rejeté mardi comme des «mensonges absolus» les bilans de certaines ONG de défense des droits humains, comme Amnesty International, selon laquelle «au moins 208 contestataires ont été tués dans la répression de cette contestation». Le président américain a jugé pour sa part «terrible que beaucoup, beaucoup de gens aient été tués en Iran pour le simple fait de manifester». Aux termes de l'accord de Vienne, Téhéran a accepté de réduire drastiquement ses activités nucléaires, afin de garantir leur nature exclusivement civile, en échange de la levée d'une partie des sanctions internationales qui asphyxiaient son économie. Les États-Unis sont sortis



R. C. D. R.

unilatéralement de ce pacte en mai 2018 avant de rétablir les sanctions qu'ils avaient levées contre l'Iran, et qu'ils ne cessent depuis lors de durcir. Le retour des sanctions américaines, qui a pour effet de pratiquement couper l'Iran du système financier international et de tarir ses exportations de pétrole a plongé l'Iran dans une violente récession. Selon le Fonds monétaire international, le PIB iranien devrait reculer de 9,5 % cette année. M. Rohani a qualifié les sanctions américaines d'«injustes, cruelles, illégales, inappropriées et terroristes» mais assuré que son pays n'avait «pas fermé la porte aux

négociations». Le guide suprême iranien, Ali Khamenei, qui décide en dernier ressort sur les questions de sécurité et de politique étrangère, a, lui, fermé la porte en septembre à toute discussion directe entre les États-Unis et l'Iran. A propos de l'accord de Vienne, M. Rohani a répété la position iranienne selon laquelle les États-Unis «ont violé» le pacte en s'en retirant unilatéralement, et que les autres États parties «ont piétiné» l'accord en ne faisant pas tout leur possible pour épargner l'Iran des conséquences du retour des sanctions américaines.

R. C.



Commentaire

Dissonances

Par Fouzia Mahmoudi

Il a aujourd'hui l'air bien loin le temps où les président américain et français se tenaient par la main pour aller parler à la presse dans les jardins de la Maison-Blanche, lors de la première visite officielle d'Emmanuel Macron aux États-Unis de Donald Trump en avril 2018. En un peu plus d'une année et demie les relations entre les deux hommes ont en effet bien changé, alors que les deux chefs d'État n'hésitent plus à s'invectiver par médias interposés et à se lancer des petites piques felleuses. Et si à la veille du sommet de l'Otan, à Londres, de hauts responsables de l'administration Trump, interrogés sur les relations entre le président des États-Unis et son homologue français, avaient mis en avant «le grand respect que les deux ont l'un pour l'autre», Donald Trump a donné un tout autre son de cloche. Dès le lendemain, ce dernier a multiplié les critiques contre Emmanuel Macron, en réponse tardive à l'entretien accordé mi-novembre à l'hebdomadaire britannique «The Economist» dans lequel ce dernier avait argué de la «mort cérébrale» de l'Alliance. Jugement «très insultant», «très méchant vis-à-vis de vingt-huit pays membres», émanant d'un pays qui a «un taux de chômage très élevé» et qui «ne va pas du tout économiquement»; Trump s'est montré d'autant plus agressif que les États-Unis envisagent de sanctionner lourdement des produits d'importation français en représailles à l'adoption par Paris d'une taxe visant les géants du numérique. Il a même assuré que «personne n'a plus besoin de l'Otan que la France». Quelques heures plus tard, à l'occasion d'une rencontre bilatérale tendue, Macron n'est cependant pas revenu sur sa position. «Je sais que mes propos ont suscité des réactions, ont un peu secoué, mais je les maintiens», a-t-il dit, alors que Trump, changeant de ton, vantait la «très bonne relation» entre les deux pays, qualifiant même de «différend mineur (...) que nous allons probablement pouvoir surmonter». Par ailleurs, demandant une «clarification», le président français a mis en cause le comportement de la Turquie. «Nous n'avons pas la même définition du terrorisme autour de la table», a-t-il estimé. «Quand je regarde la Turquie, ils sont en train de combattre ceux qui se sont battus avec nous contre l'organisation État islamique (EI)», a-t-il dit dans une allusion à l'offensive militaire d'Ankara contre les milices kurdes alliées aux États-Unis, en octobre, à laquelle Washington ne s'est pas opposé. Emmanuel Macron a pris une nouvelle fois ses distances à ce propos par rapport à son homologue qui l'avait invité à accueillir «de charmants combattants étrangers» de l'EI faits prisonniers au cours des combats. «Soyons sérieux», a-t-il rétorqué, relativisant le nombre de combattants venus d'Europe. «Pour moi, le premier objectif c'est de finir le travail contre l'EI». «Le problème numéro un n'est pas les combattants étrangers détenus. Ce sont les combattants de l'État islamique dans la région et vous avez de plus en plus de ces combattants en raison de la situation actuelle», a-t-il ajouté. «C'est la meilleure non-réponse que j'ai jamais entendue», a rétorqué Donald Trump. Ainsi, loin de calmer les tensions, la rencontre entre les deux présidents n'aura fait que remuer les dissonances qui existent dans le couple franco-américain et qui semblent croître de jour en jour. F. M.

OTAN

70^e anniversaire pour l'organisation de défense

Les 29 membres de l'Otan se sont efforcés hier d'afficher leur unité, lors du sommet du 70^e anniversaire d'une l'Alliance confrontée aux divergences exposées au grand jour entre les dirigeants américain, français et turc. «Quelles que soient nos différences, nous continuerons de nous unir autour de notre tâche principale : nous défendre les uns les autres», a lancé le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, en ouvrant la séance de travail du sommet dans un golf à Watford, dans la banlieue de Londres. «Ce n'est pas la première fois que l'Alliance est confrontée à des différences et elle a toujours su les surmonter». Trente ans après la chute du mur de Berlin, l'organisation héritée de la Guerre froide se trouve confrontée à des défis considérables entre la militarisation de l'espace, le retour en force de la Russie sur la scène internationale et la montée en puissance de la Chine comme puissance militaire. Mais l'ambiance est tendue par de multiples différends et les échanges surpris par les caméras mardi soir montrant Emmanuel Macron, Boris Johnson et Justin Trudeau semblant se moquer de Donald Trump lors d'une réception donnée à Buckingham Palace ne devraient rien arranger. Mardi, les premières réunions bilatérales ont été dominées par les

passées d'armes découlant des déclarations récentes d'Emmanuel Macron jugeant l'Otan en état de «mort cérébrale» et l'appelant à revoir sa stratégie. Le président français «assume totalement» ses propos très critiqués par ses alliés, a-t-il martelé hier matin. «Ils ont permis de soulever un débat qui était indispensable», a-t-il insisté. «Je pense que notre responsabilité était de soulever les ambiguïtés qui pouvaient être nuisibles et d'assumer un vrai débat stratégique». Ses déclarations, en plus de ses critiques très vives de l'intervention turque d'octobre contre les forces kurdes en Syrie, ont jeté un froid avant la réunion. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a très mal pris les attaques d'Emmanuel Macron, au point de le juger la semaine dernière en «mort cérébrale». Il pourrait refuser d'adopter la déclaration finale, qui doit selon un projet insister sur les «menaces» et «défis» auxquels est confrontée l'organisation et dénoncer «les actions agressives de la Russie» et «le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations». «Je suis persuadé que nous serons en mesure de trouver une solution», a assuré le secrétaire général de l'Otan, soucieux de déminer les différends entre les alliés à une période où l'organisation a fort à faire. L'Otan doit faire de l'espace un

terrain d'opérations de défense pour l'Otan et prendre en compte les défis posés par l'essor de la Chine, deuxième budget militaire au monde. Jens Stoltenberg devrait se voir confier une mission de réflexion sur la stratégie de l'Alliance, née en 1949, face aux nouvelles menaces, notamment le terrorisme international. «Il est très important que l'Alliance reste unie. Il y a beaucoup, beaucoup plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent, et je pense que chaque dirigeant ici est absolument déterminé à reconnaître l'importance vitale de l'Otan pour notre sécurité collective», a lancé le Premier ministre britannique Boris Johnson à son arrivée à Watford. Mais ce message d'unité est mis en péril par la zizanie entre dirigeants de l'Alliance, malgré l'appel de Jens Stoltenberg à resserrer les rangs. Le président français a insisté mardi sur l'«ennemi commun» que représente le terrorisme et a déploré le fait que «nous n'avons pas la même définition du terrorisme autour de la table». La critique vise l'exigence du président turc de faire considérer comme des terroristes les forces kurdes qui ont combattu en Syrie le groupe jihadiste État islamique, avec les pays de la coalition internationale, ce que refuse Emmanuel Macron.

Littérature/Édition

«Houfat âla jamr», nouveau roman de Ahmed Hammadi

■ Selon l'auteur, cet ouvrage revêt de nombreuses dimensions et traite de différents sujets, notamment un volet politique qui aborde le problème de la langue et de l'identité et un volet social ayant trait à la souffrance de ceux qui sont nés avec un physique peu avantageux dans un environnement accordant de la valeur à l'apparence et à l'aspect extérieur.

Par Adéla S.

L'écrivain Ahmed Hammadi, de la wilaya de Mila, a publié un nouveau roman intitulé «*Houfat âla jamr*» (Pieds nus sur la braise), a-t-on appris mardi de son auteur.

Agé de 35 ans, Ahmed Hammadi, de la commune Ahmed-Rachedi, a affirmé à l'APS que son roman, édité par Dar El Chafii de Constantine, se décline sur 260 pages scindées en 14 chapitres, ajoutant que cet ouvrage représente sa cinquième œuvre littéraire et son troisième roman.

Selon l'auteur, cet ouvrage revêt de nombreuses dimensions et aborde différents sujets, notamment un volet politique qui aborde le problème de la langue et de l'identité et un volet social ayant trait à la souffrance de ceux qui sont nés avec un physique peu avantageux dans un environnement accordant de la valeur à l'apparence et à l'aspect extérieur. Cet ouvrage se penche également sur des questions existentielles et philosophiques, notamment celle de la vie et la mort, confie l'auteur qui a indiqué que la trame de son roman a comme principaux personnages Abderrahmane Mokrani et Abdallah Marakchi, ayant grandi tous deux dans le même village, mais au destin complètement différent puisque l'un est devenu terroriste et l'autre garde communal.

En plus de ces deux person-

nages, le roman s'attarde aussi sur le quotidien de 5 filles n'ayant pas été gâtées par la vie et s'efforçant de se valoriser et de rendre leur aspect plus attrayant dans le milieu au sein duquel elles évoluent. L'auteur a choisi comme décor à son roman la commune de Ahmed Rachedi, ou «*Richelieu*» comme l'appellent les habitants du village dans lequel l'écrivain Hammadi a grandi et dans lequel il a traité, selon lui, «*tous les problèmes inhérents à la société algérienne*». L'auteur relève avoir abordé les sujets sociétaux dans un



style simple pour transmettre au lecteur «*toute sa profondeur et sa signification*», en utilisant des moyens narratifs en fonction des

idées développées, adoptant également un style captivant pour inciter le lecteur à lire le roman jusqu'au dernier chapitre.

L'écrivain, enseignant d'anglais dans le cycle moyen, prépare actuellement une œuvre fictive. A. S./APS

Carton jaune

CNews mis en demeure pour des propos d'Eric Zemmour sur la colonisation de l'Algérie

Le CSA a décidé d'avertir la chaîne pour des propos tenus dans l'émission «*Face à l'info*» du 23 octobre dernier.

Le CSA a mis en demeure CNews de respecter ses obligations, notamment en matière d'incitation à la haine ou à la violence, à la suite de propos d'Eric Zemmour sur l'islam et la colonisation de l'Algérie, tenus dans l'émission «*Face à l'info*», dans une décision publiée ce mardi.

Cette mise en demeure constitue une forme d'avertissement pour la chaîne d'info du groupe Canal+. Dans les procédures du CSA, une telle décision peut précéder, en cas de manquements répétés, une sanction qui peut aller de la suspension temporaire d'un programme à un retrait de l'autorisation de la chaîne, en passant par des amendes ou privations d'écrans publicitaires.

«*Une légitimation de violences commises par le passé*»

Le journaliste, écrivain et polémiste, est devenu mi-octobre la vedette de «*Face à l'info*», une nouvelle émission quotidienne de CNews, lancée peu après la polémique déclenchée par son virulent discours sur l'islam et l'immigration fin septembre à la «*Convention de la droite*», organisée par des proches de Marion Maréchal Le Pen.

Et plusieurs de ses interventions dans l'émission présentée par Christine Kelly [ancienne membre du CSA] ont suscité un tollé. En particulier celle du 23 octobre, dans laquelle il avait assimilé l'islam et l'islamisme, avant d'évoquer la colonisation de l'Algérie en se disant, en tant que Français, «*du côté*» du général Bugeaud qui, lorsqu'il «*arrive en Algérie, (...) commence à massacrer les*

musulmans et même certains juifs». Des propos qui, pour le CSA, contreviennent à plusieurs des obligations de la chaîne, découlant de la loi et de sa convention conclue en 2005 [un texte qui codifie ses engagements vis-à-vis du régulateur].

En effet, le gendarme de l'audiovisuel juge que ces propos «*ont pu être perçus comme une légitimation de violences commises par le passé à l'encontre de personnes de confession musulmane mais aussi comme une incitation à la haine ou à la violence à l'égard de cette même catégorie de la population*». Et il juge que la séquence exprimait un «*rejet insistant des personnes musulmanes dans leur ensemble, tendant à encourager des comportements discriminatoires en raison de la religion*».

afp.com/Bertrand Guay

Bamako

25 ans de rencontres photographiques

La Biennale africaine de la photographie s'est ouverte dans un Mali endeuillé, son commissaire Bonaventure Soh Bejeng Ndikung s'est confié au «*Point Afrique*».

Sekou Touré se moquait de Léopold Sédar Senghor en ces termes : «*Pendant que les canons tonnent en Angola, le poète se permet de faire des vers*», rappelle Lassana Igo Diarra, délégué général de la Biennale africaine de la photographie, qui a ouvert samedi 30 novembre 2019 à Bamako et durera jusqu'au 31 janvier 2020.

L'heure est évidemment très grave et recueillie dans une France et un Mali endeuillés une fois encore par la mort de treize

soldats français au nord du pays, mais le Mali ne peut se résumer à cette tragique actualité. Le programme de cette 12^e édition, intitulée «*Courants de conscience*» par son commissaire, le Camerounais Bonaventure Soh Bejeng Ndikung, est d'une richesse impressionnante et va marquer un tournant, celui des 25 ans d'une manifestation qui maintient Bamako comme le grand rendez-vous africain de la photo à l'échelle mondiale, en lui donnant un nouveau souffle.

L'équipe a fait appel à l'un de ses plus grands talents du pays, le designer Cheick Diallo, pour assurer la scénographie. Après avoir présenté la Biennale lors d'un passage à Paris, c'est à la

veille de la semaine professionnelle qui voit affluer des acteurs et des artistes du monde entier que le commissaire et le délégué ont répondu d'une seule voix ou presque à nos questions.

«*Le Point*» : Dans quel état d'esprit ouvrez-vous cette 12^e édition qui marque les 25 ans de la Biennale, dans la capitale d'un Mali sous le choc de la mort des soldats de Barkhane ?

Lassana Igo Diarra : La semaine dernière, nous avons organisé une cérémonie avec tous les chefs de quartier de Bamako, des anciens, qui ont observé une minute de silence par rapport à tout ce qui se passe au Mali. Nous étions déjà ensemble pour dire que malgré

la crise, le Mali s'apprête à accueillir le monde entier. Vous savez peut-être que comme le Sénégal a le mot «*teranga*» pour signifier l'hospitalité, nous avons celui de «*diatiguiya*» au Mali. Et il se trouve que le mot «*bambara*», qui veut dire hôte, «*diatigui*» signifie aussi propriétaire d'images, donc le lien est établi. Nous accueillons les photographes, et nous prions pour les gens qui meurent.

Bonaventure Soh Bejeng Ndikung : «*C'est affreusement triste. Mais la vie continue. Vous savez, en Chine, au Brésil, dans beaucoup d'endroits au monde des dizaines de personnes sont mortes, et l'on ne peut pas, parce que cela s'est passé au nord du*

Mali, rester figés par la peur, on ne peut pas emprisonner les gens qui supportent cette réalité dans des discours imposés. La Biennale s'ouvre à la fois avec fertilité et espoir.

Fierté parce que 85 artistes venus de partout dans le monde vont présenter des œuvres dans la capitale d'un pays dont le passé remonte à un immense empire. Et quand on parle de "courants de conscience", puisque c'est le thème de cette édition, ici, Afrique et diaspora sont reliés dans une collectivité, une histoire aux savoirs africains très fortement représentés.

L. P.



AS Ain M'lila

Aït Djoudi handicapé par le manque de moyens

L'ENTRAÎNEUR de l'AS Ain M'lila, Azeddine Aït Djoudi, a estimé mardi qu'il était difficile pour son équipe, 5^e au classement de Ligue 1 de football, de revoir ses ambitions à la hausse, devant le peu de moyens financiers dont dispose le club de l'Est. «C'est vrai que nous sommes en train de réaliser un parcours intéressant depuis le début de la saison, mais c'est difficile de revoir nos ambitions à la hausse devant le peu de moyens financiers. On fait le mendiant à chaque fois pour permettre au club de fonctionner correctement», a affirmé l'entraîneur des «Scorpions». Arrivé à l'ASAM en février 2019 en remplacement de Salim Menad, Aït Djoudi a réussi son pari de placer l'ASAM dans la première partie du tableau (5^e, 18 points), au terme de la 12^e journée disputée samedi dernier, à égalité de points avec le CS Constantine. Les coéquipiers du buteur-maison Mohamed Taïba restent sur une large victoire à domicile face à l'USM Bel-Abbès (3-0) et ne sont désormais qu'à un seul point du podium. Les statistiques plaident en faveur de l'ASAM avec un bilan de 4 vic-

toires, 6 nuls et 2 défaites. Le compartiment offensif a inscrit 17 buts contre 11 encaissés. «Le secret de notre réussite ? Je pense que j'ai à ma disposition un groupe de jeunes joueurs décidés à déjouer les pronostics, chose que nous avons réussi à faire pour le moment, en tenant la dragée haute aux favoris à l'image du leader le CR Belouizdad et de son poursuivant le MC Alger, que nous avons pu accrocher chez eux (1-1, ndr). J'ai parlé aux joueurs avant le début de l'exercice sur leurs capacités à rivaliser avec les grosses cylindrées, ils ont été réceptifs», a-t-il ajouté. A trois journées de la fin de la phase aller, Azeddine Aït Djoudi espère mener son groupe «vers d'autres victoires et tenter de grignoter le maximum de points pour terminer la première partie de la saison dans le Top 5». L'ancien sélectionneur de l'équipe olympique n'a pas omis de relever «l'excellente ambiance régnant au sein du groupe», tout en saluant des «dirigeants dévoués qui ne s'immiscent jamais dans mes prérogatives».

Championnats arabes sur route de cyclisme -
Contre-la-montre individuel Elite

Azzedine Lagab décroche l'argent

LE CYCLISTE Azzedine Lagab a offert à l'Algérie une deuxième médaille d'argent aux Championnats arabes sur route actuellement en cours à Alexandrie (Egypte), après sa deuxième place au contre-la-montre individuel Elite, disputé mardi, pour le compte de la quatrième journée. Lagab a bouclé les 44 kilomètres de cette course en 57:04.61, derrière le Koweïtien Djafar Al-Ali, vainqueur en 55:59.51, au moment où un autre

Koweïtien, Khaled Al-Khalifa a complété le podium en 58:00.66. Lagab porte ainsi le total de la sélection algérienne à six médailles, après quatre journées de compétition : 4 or et 2 argent. Une moisson qui aurait pu être meilleure si Abderrahmane Mansouri, le deuxième algérien engagé dans ce contre-la-montre Elite, avait réussi un résultat plus probant. Mais il s'est finalement contenté de la quatrième place, avec un chrono de 58:05.77.

Tennis / Classement mondial féminin de l'ITF
Amira Benaïssa 1948^e

L'ALGÉRIENNE Amira Benaïssa a subi une chute vertigineuse de 427 places dans le nouveau classement mondial de la Fédération internationale de tennis (ITF), glissant ainsi au 1948^e rang de la nouvelle hiérarchie, dévoilée lundi soir par l'instance. Une régression lourde de conséquences, même sur «le statut national» de l'Oranaise de 28 ans, car elle passe du rang de la deuxième meilleure Algérienne sur le plan mondial, à celui de quatrième. En effet, Benaïssa se trouve désormais

très loin derrière Inès Ibbou, qui s'est maintenue pour la troisième semaine consécutive au 178^e rang mondial, restant du coup l'Algérienne la mieux classée sur le plan mondial chez l'ITF. La deuxième place occupée jusque-là par Benaïssa revient désormais à Hanine Boudjadi, qui s'est maintenue pour la deuxième semaine consécutive au 1764^e rang, au moment où sa sœur, Yasmine, a gagné une place dans ce nouveau classement mondial, et dans lequel elle figure désormais au 1859^e rang.

Championnats nationaux de basketball
La reprise le 20 décembre

LA REPRISE des différents Championnats nationaux de basket-ball, gelés depuis fin novembre, a été fixée au 20 décembre, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FABB). Chez les messieurs, la 6^e journée de la Super-Division a été programmée les 20 et 21 décembre, de même

que la 4^e journée de la Nationale 1 dames. Par ailleurs, la FABB a programmé deux rencontres en retard de la Nationale 1 dames pour samedi prochain. Il s'agit des matchs opposant les Marines d'Hussein-Dey à la JF Kouba et le GS Pétroliers au GS Cosider.

Ligue des champions d'Afrique/
ES Tunis-JS Kabylie demain

Un vrai test pour les Canaris

■ La JS Kabylie affrontera demain soir la redoutable formation tunisienne et double détentrice de la Ligue des champions d'Afrique, l'ES Tunis, pour le compte de la deuxième journée de la phase des poules. Vainqueur sur la plus petite des marges lors du premier match face aux Congolais de l'AS Vita Club au stade 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou, vendredi passé, les poulains du Français Hubert Velud feront tout ce qui est en leur pouvoir pour confirmer leur bonne santé, surtout en compétition africaine.



Par Mahfoud M.

Toutefois, ce ne sera pas facile face à cette équipe de l'Espérance, actuellement l'une des formations les plus en forme du continent africain. C'est donc un sérieux test pour Bencherifa et compagnie qui doivent être sur leurs gardes lors de cette rencontre et ne pas flancher. La concentration doit être totale pour les Canaris, sous peine de sombrer face à une équipe qui sait exploiter ce genre de situation et qui sera soutenue par son large public. Les gars de la ville des Genêts ont déjà relevé le défi lors des précédentes rencontres en coupe africaine et ne com-

tent pas s'arrêter en si bon chemin. Ils savent qu'une qualification en demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique passe par un bon résultat lors de ce match et se doivent donc d'être à la hauteur de l'événement. Il s'agit de bien se tenir tout au long de ce match et ne pas se laisser emporter par l'EST qui exercera une grosse pression. Les Tunisiens à domicile sont redoutables, et il faut s'attendre à ce qu'ils se présentent avec une grande détermination, surtout qu'ils ont remporté leur premier match à l'extérieur de leurs bases face aux Marocains du Raja Casablanca et chercheront, eux aussi, la passe de deux pour s'emparer de la première place

du groupe, ce qui est dans leurs cordes. A noter que dans la réception des relations sportives entre le club algérien de la JS Kabylie et tunisien de l'Espérance de Tunis, les supporters des «Canaris» bénéficieront d'une entrée gratuite au match aller ce vendredi au stade de Radès (Tunis). Les supporters des «Sang et Or» auront les mêmes avantages lors du match retour à Tizi-Ouzou. Les billets vont être distribués par la délégation de la JSK en Tunisie. L'arbitre central est Maguette Ndiaye. Il sera assisté de ses deux compatriotes, El Hadji Samba et Nouha Bangoura.

M. M.

Direction de contrôle de gestion et des finances

Une tournée pour circonscrire avec davantage de détails

La Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) devrait effectuer une tournée chez les 16 clubs de Ligue 1 à partir du 8 décembre pour «circonscrire avec davantage de précisions et de détails» la situation de leurs SSPA et aussi pour les sensibiliser. «Cette tournée permettra à la DCGF de se faire une idée plus précise sur ce qui se passe réellement au niveau de chaque club», a écrit l'instance fédérale dans un communiqué, ajoutant que cette démarche «permettra de circonscrire avec davantage de précisions et de détails l'examen de la situation de ces Sociétés sportives par actions (SSPA)». La décision a été prise lundi, lors d'une réunion au Centre tech-

nique national de Sidi-Moussa (Alger), entre l'ensemble des représentants des différentes SSPA des clubs de Ligue 1 professionnelle et la DCGF. Lors de cette réunion, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions du dernier Bureau fédéral, le président de la DCGF, Réda Abdouche, a rappelé le rôle de cette structure dans l'accompagnement des clubs pour les aider à régler les problèmes auxquels ils font face leur permettre d'assainir leur situation financière et améliorer leur gestion ainsi que leur gouvernance. Abdouche a souligné «la nécessité de collaborer tous ensemble», non pas pour aller vers des sanctions des clubs, mais plutôt «pour la recherche

de solutions» qui impliqueraient non seulement les acteurs du football, mais aussi d'autres institutions et départements ministériels. L'assistance a profité de l'occasion pour évoquer plusieurs autres points lors de cette réunion, notamment l'amendement du contrat-type du joueur professionnel ainsi que l'introduction de la prime de performance dans le revenu du joueur. L'assistance est tombée d'accord également sur le principe de s'accorder un délai minimum d'une année pour assainir la situation de tous les clubs et mettre en application les nouvelles règles qui seront retenues à partir de la saison 2021-2022.

R. S.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Mascara

Saisie de 400 quintaux de farine destinés à la vente illégale

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale de lawilaya de Mascara ont saisi, lors de deux opérations distinctes, 15 000 cartouches de cigarettes et 400 quintaux de farine destinés à la vente illégale, a-t-on appris mercredi du commandant du groupement territorial de ce corps de sécurité. Le lieutenant Benzahéra Hicham a indiqué à la presse que les éléments de la brigade de gendarmerie d'El Hassine ont saisi, lundi, 15 000 cartouches de cigarettes au niveau d'un barrage de sécurité, dressé à un rond-point de la commune. Les gendarmes avaient agi suite à des informations faisant état du passage d'un camion chargé de cette marchandise. La valeur des produits saisis s'élève, selon la même source, à 40 millions DA.

Deux individus, dont un est un repris de justice, déjà arrêté en juin dernier, en possession de 12 700 cartouches de cigarettes, 17 500 sachets de tabac à chiquer, 80 000 paquets de papier à chiquer. Les deux mis en cause seront présentés ultérieurement devant la justice, a indiqué la même source. Par ailleurs, les éléments de la brigade de Frouha ont saisi 400 quintaux de farine au niveau d'un entrepôt de cette commune. Ce produit devait être mélangé à du son pour sa transformation frauduleusement en aliment débétail. Un procès-verbal a été dressé à l'encontre des mis en cause dont le propriétaire de l'entrepôt en attendant leur présentation devant la justice.

Hani T.

Du 7 au 8 décembre courant

Oran : 3^e colloque international des biosciences

LE 3^e COLLOQUE international des biosciences, portant sur le thème : « Biotechnologie et cancer », se tiendra à Oran du 7 au 8 décembre en cours, a-t-on appris mercredi des organisateurs. Organisée par l'École supérieure en sciences biologiques d'Oran (ESSBO), en collaboration avec l'Agence thématique de recherche en sciences de la santé (ATRSS), la Société d'oncologie médicale d'Oran (SOMO) et l'université Oran 1, la rencontre réunira des scientifiques de différents horizons, notamment des biologistes et des oncologues, a précisé la chargée de communication et des relations extérieures de l'ESSBO. « Cette rencontre permettra de réunir plus de 180 chercheurs nationaux et étrangers ainsi que des experts ayant différentes approches », a-t-on expliqué. La rencontre constituera également un espace de rencontres et d'échanges permettant aux participants de partager leurs travaux et leurs connais-

sances afin de faire la lumière sur l'impact des nouvelles technologies dans le développement des traitements du cancer. Les organisateurs ont porté leur choix sur le cancer en raison de l'incidence de plus en plus importante de cette maladie en Algérie et dans le reste du monde, a-t-on expliqué. Plusieurs thématiques seront au programme de cette rencontre comme « l'apport du réseau national des registres du cancer au plan national cancer 2015-2019 », « l'oncogénèse et progression des cancers », « le rôle du pathologiste dans les testings moléculaires en cancérologie et expérience du service de pathologie de l'hôpital militaire régional universitaire d'Oran », « le cancer à l'ère de la médecine de précision » et autres sujets. Par ailleurs, l'événement sera couronné par la création de la Coordination des chercheurs en oncologie de la région Ouest, ont indiqué les organisateurs.

Yanis C.

Revalorisation des retraites



Djalou@hotmail.com

Tizi-Ouzou/Larbâa n'Ath Irathen

Quatrième édition du Festival «Montagn'art» les 6 et 7 décembre

■ La quatrième édition du festival «Montagn'art» se tiendra les 6 et 7 décembre à Larbâa n'Ath Irathen à l'initiative de l'Entreprise d'organisation des événements culturels, économiques et scientifiques, a-t-on appris mercredi des organisateurs.

Par Racim C.

« **C**onsacré à la thématique l'apport du tourisme de montagne au développement durable », la nouvelle édition, organisée en partenariat avec l'Assemblée populaire communale de Larbâa n'Ath Irathen, se tiendra à la bibliothèque communale de la ville, a indiqué le responsable de l'événement, Malek Amirouche. Un riche programme a été concocté pour cette quatrième édition comprenant une journée d'étude sur l'apport du tourisme de montagne dans le développement durable et une randonnée pour faire connaître le patrimoine culturel et historique de la ville de Larbâa n'Ath Irathen, a-t-on ajouté de même source. Selon le programme des communications, deux sont prévues vendredi prochain. La première intitulée « La montagne, le tourisme et l'environnement : écosystème et performances économiques » sera donnée par le chercheur Nacer Haddad,

et la seconde qui s'intéressera au « tourisme de montagne entre réalité et défis » sera présentée par un opérateur de voyages, Massi Toubal. Le samedi, une randonnée pédestre ponctuée par des haltes artistiques seront animées par des artistes et écrivains, est prévue dans la matinée à Larbâa n'Ath Irathen pour visiter des endroits culturels et historiques de la ville. Dans l'après-midi deux communications sont au menu du programme sur « Les métiers pouvant booster le tourisme de montagne » présentée par Nadjet Gaoubi et « tourisme vert et développement de la production biologique en région de montagne » par Said Bouterfa. Malek Amirouche a relevé, dans l'argumentaire de ce festival, qu'« à l'instar de toutes les montagnes, celles de Kabylie recèlent d'énormes potentialités à mettre en valeur pour endiguer le chômage. Le tourisme de montagne, s'avère être un gisement considérable pour le développe-

ment durable ». Selon l'organisateur de la 4^e édition du festival «Montagn'art», « presque chaque commune de la wilaya de Tizi-Ouzou dispose de sites féériques à valoriser pour créer une dynamique touristique. Pour se faire, il est nécessaire que les pouvoirs publics fassent preuve de volonté politique pour booster l'investissement et libérer les initiatives, tout comme il est important de sensibiliser les populations sur la nécessité de protéger l'environnement, l'écosystème et de bien gérer les ressources naturelles ». Dans cette démarche de développement durable, il est précisé, entre autres, « la réhabilitation des maisons kabyles traditionnelles et leurs transformations en gîtes touristiques afin de favoriser l'accueil chez l'habitant et une participation massive au concours du village le plus propre de la wilaya, pour en faire des destinations touristiques, ce qui est remarquable d'ailleurs ces derniers temps », a-t-il ajouté.

R.C./APS

Vol de magasins à Béjaïa

L'auteur arrêté récemment

L'auteur des vols de magasins au chef-lieu de Béjaïa a été appréhendé au courant de la semaine passée par la police judiciaire de la 8^e sûreté urbaine. « Il s'agit d'un récidiviste portant les initiales I. S. âgé de 19 ans », selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les policiers ont enclenché une enquête suite à une plainte d'une dame propriétaire d'un magasin au niveau de Sidi Ali-Labher. Les enquêteurs ont réus-

si à arrêter le malfaiteur qui réside dans le même quartier après la surveillance des mouvements des individus ayant des antécédents judiciaires, notamment dans des affaires similaires. Présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa, l'individu a été convoqué à une comparution immédiate et a été écroué pour les chefs d'inculpation « de vol de magasins par effraction la nuit », précise la même source.

Coups et blessures avec arme blanche: arrestation de l'agresseur

« L'auteur de l'agression avec arme blanche d'un jeune homme de 19 ans a été arrêté par les éléments de la police judiciaire de la 6^e sûreté urbaine au courant de la semaine dernière », indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. La victime s'est

présentée, alors blessée, devant la police pour signaler le kidnapping de sa sœur de 21 ans devant le domicile parental par trois individus à bord d'un véhicule immatriculé dans une autre wilaya de l'intérieur du pays. Les policiers ont lancé une alerte et réussi à arrêter le véhicule et les individus en compagnie de la fille à Tichy après avoir grillé le barrage permanent sis près du Pont Soummam, sortie est de la ville de Béjaïa. Après enquête, il

s'est avéré que la fille a pris la fuite avec l'individu qui se trouve être en relation avec elle et tenté de quitter le domicile familial où la victime qui a été violemment agressée après avoir tenté d'empêcher sa sœur de monter à bord du véhicule. Les individus ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes et ont été écroués.

H.C.